

Mon travail pour Haïti est différent de ce que je faisais pour les programmes du Consensus de Copenhague. À l'époque, ma tâche consistait à avoir le meilleur retour sur investissement pour chaque dollar investi dans des projets dans le monde entier; de la santé à la production alimentaire en passant par l'eau, les nutriments et l'environnement ; tout cela en tenant compte des contraintes d'un budget qui impose d'établir des priorités.

Il est toujours nécessaire d'établir des priorités car les individus, les organisations, les gouvernements, ne peuvent pas tout faire et nous devons choisir. L'analyse avantage-coût (A/C) est un outil utile pour attirer l'attention sur les éléments les plus importants lorsque l'on étudie des activités soumises à des contraintes budgétaires susceptibles d'être favorisées. Cela permet en particulier de découvrir des programmes ayant un impact important avec un investissement relativement faible. Il est cependant essentiel que les experts fassent preuve d'un jugement pertinent pour ces analyses A/C en raison des interdépendances de regroupement, de l'ordre séquentiel et d'autres considérations qualitatives qui constituent une partie essentielle du processus de délibération. Cette différence entre Haïti et mes autres projets du Consensus de Copenhague est ce qui rend ce travail passionnant. La tâche est de relever les défis d'un pays où les projets doivent être organisés et conduire à une amélioration économique durable pour le pays.

L'histoire économique nous a appris que la caractéristique essentielle du succès est que celui-ci n'est possible que s'il vient de l'intérieur. Le développement économique occidental a été un processus d'amorçage qui a fusionné de nouvelles attitudes à l'égard de l'auto-développement et de la création d'opportunité dans les processus ascendants soutenus par un cadre de droits de propriété qui aligne les motivations de l'individu avec des opportunités de travail productives pour d'autres, bien au-delà de l'individu. Il n'y a eu aucune source d'aide extérieure pour aider ou faire obstacle à ce développement. La principale leçon à en tirer est que seuls les Haïtiens peuvent changer la tendance.

Ce défi est formidable, mais nous savons que cela doit être un effort venant de l'intérieur, fondé sur la liberté des individus et de leurs associations afin d'explorer et de développer de nouvelles opportunités commerciales pour produire et travailler.

Haïti peut prendre cette voie. La malédiction de l'aide étrangère est qu'elle se concentre sur la consommation et les transferts, plutôt que sur la production et les revenus qui soutiennent la

consommation et développent sa capacité. L'aide étrangère peut aider à atteindre cet objectif uniquement si elle aide les gens à produire davantage pour eux-mêmes; autrement, l'aide peut faire plus de mal que de bien. Ce sera uniquement quand l'argent de l'aide aura augmenté les niveaux de santé et de productivité, les compétences, l'apprentissage et les nouvelles activités, que l'amélioration économique pourra se poursuivre.

Puisque notre modèle doit être basé sur le principe que seuls les Haïtiens peuvent être les acteurs du changement, du développement et d'un nouvel avenir, nous avons mis en place ce modèle dans nos protocoles d'étude et d'évaluation pour *Haiti Priorise* : le groupe d'experts, le comité consultatif et de nombreux documents ont fait l'objet de recherches par d'éminents économistes haïtiens identifiés plus loin dans ce rapport.

Pour chacune des solutions, j'aimerais demander :

- Comment la proposition va-t-elle aider les Haïtiens à s'aider eux-mêmes ?
- Cela va-t-il favoriser la création de nouvelles entreprises ?
- Cela fait-il appel à des compétences et à des produits indigènes, ou cela les développe-t-il pour l'exportation ?
- Si cela aide à nourrir, à habiller et à loger des gens, ces produits sont-ils approvisionnés grâce à la croissance de l'industrie nationale ou (*et c'est tout aussi important*), financés par une augmentation des exportations ?
- Quels sont les obstacles actuels à la création de nouvelles entreprises ? Si cela était mon souhait, pourrais-je créer une nouvelle entreprise ? Devrais-je payer des taxes ? Pourquoi ?

Classement des priorités

L'importance que j'accorde à l'objectif d'aider les Haïtiens à s'aider eux-mêmes économiquement conduit naturellement à une discussion sur les priorités pour Haïti, que l'on peut classer en quatre catégories : Droits de propriété; Opportunités commerciales pour les Haïtiens; Nutrition et santé; Formation du capital humain

Droits de propriété et opportunités commerciales pour les Haïtiens

Le renforcement des droits de propriété est essentiel pour offrir des opportunités commerciales aux Haïtiens. Cela fait donc l'objet d'une rubrique interdépendante.

En ce qui concerne le développement économique, il est essentiel que les gens aient le droit de choisir et d'agir de manière compatible avec la création de revenus et de richesses pour la société. Si vous et moi faisons affaire ensemble, c'est parce que nous avons tous deux quelque chose à gagner de ces échanges non frauduleux. Si nous sommes libres d'utiliser ce gain pour nous spécialiser et augmenter nos bénéfices au-dessus de la demande de consommation, alors tous les autres bénéficient d'une augmentation des ventes, du travail et des investissements. Il n'y a pas d'autre moyen d'améliorer l'économie. Étant donné que les bénéfices de ce commerce sont mutuels, l'expression « donner en retour » que l'on entend souvent, dissimule le fait que les deux parties ont déjà donné pour recevoir.

Deux indicateurs de ces droits de propriété pour la liberté de croissance économique sont (1) « Le temps nécessaire pour créer une entreprise » et (2) le temps nécessaire pour enregistrer un transfert de propriété foncière.

Pour Haïti, les nouvelles ne sont pas bonnes, mais il y a eu une nette amélioration :

Selon la Banque mondiale, 97 jours étaient nécessaires pour enregistrer une nouvelle entreprise en Haïti en 2016, contre 260 jours en 2003.¹ Le nombre de procédures de création d'entreprise était de 12 en 2016, alors que la moyenne mondiale est de 7.²

La Banque mondiale rapporte également qu'en Haïti, l'administration foncière est particulièrement fastidieuse. « En Haïti, par exemple, la réalisation d'un transfert de propriété d'un entrepreneur local à un autre prend plus de 10 mois et coûte 7,1% de la valeur de la propriété. Bien que des projets soient en cours pour moderniser le système d'administration foncière, le pays manque encore d'un système d'information géographique et d'une base de données pour vérifier les charges. » (Doing Business, 2016, p. 8)

Le Groupe de travail sur le droit foncier en Haïti rapporte que les problèmes comprennent :

- Une procédure qui n'est pas facile à comprendre, en particulier par les résidents à faible revenu.
- Des frais et dépenses trop élevés pouvant représenter jusqu'à 25% de la valeur de l'achat.

¹ World Bank. Doing Business, 2016, "Time required to start a business (days)", <http://data.worldbank.org/indicator/IC.REG.DURS>

² World Bank. Doing Business, 2016, "Start-up procedures to register a business (number)", <http://data.worldbank.org/indicator/IC.REG.PROC>

- Une documentation inadéquate : un acte de vente n'est pas juridiquement accepté en tant qu'acte, à moins qu'il soit correctement enregistré et transcrit auprès de l'Office National du Cadastre, ce qui est rare.
- Même après avoir été enregistré et transcrit, l'acte ne constitue pas un acte de propriété contre les revendications d'autrui, car la DGI est légalement tenue d'enregistrer et de transcrire tous les actes qui lui sont présentés.
- Il n'est pas rare que la partie qui « vend » le terrain n'ait pas de titre légal sur le terrain.
- Enfin, en raison des lois sur l'héritage qui accordent des droits à tous les descendants, même les propriétaires possédant des titres enregistrés en bonne et due forme peuvent être entraînés dans un conflit au sujet de leurs terres.³

Ces conditions créent une économie à faible consommation gelée dans le temps avec des initiatives individuelles dissipées dans des tentatives de résolution de réclamations irréconciliables au sujet d'actifs, loin de toute perspective de contribution au développement économique. Tant que ces conditions prévalent, toute aide est un transfert à sens unique qui ne fournit pas de formes durables de croissance endogène et perpétue la dépendance haïtienne à l'égard de la compassion des autres.

La bonne nouvelle est que le groupe de travail sur le droit foncier en Haïti existe et que des efforts ont été faits pour trouver une solution.

Les considérations ci-dessus tiennent compte de ma décision de classer quatre des solutions de la catégorie « droits de propriété » dans le top 20 :

(4) Enregistrement électronique des actes de naissance

Nous sommes tout d'abord propriétaires de notre esprit et de notre corps, ce qui signifie une identité à la naissance et constitue la première étape de la formation du capital humain.

(5) Numérisation des processus gouvernementaux

Les citoyens ont droit à un service rapide de la part gouvernement et, à notre époque, cela signifie passer du papier au traitement numérique.

(6) Système électronique pour les douanes portuaires

³ Groupe de travail sur le droit foncier en Haïti. Manuel des Transactions Foncières Haïtiennes Vol. 1, 26 juin 2012, p VII. https://www.habitat.org/sites/default/files/haiti_english_manual-web.pdf

L'efficacité accrue découlant de la numérisation du système de manutention des conteneurs accélérera les exportations et attirera les investisseurs.

(16) Numérisation des registres fonciers

Les droits de propriété étant un droit économique de premier ordre, il s'agit d'une condition nécessaire au bon fonctionnement des marchés. La numérisation de l'enregistrement des transferts de terrains réduit considérablement le temps de traitement et facilite la capitalisation de cet élément principal.

(20) Expansion de l'internet mobile haut débit

Il existe un large consensus (et suffisamment de preuves de recherche) sur le fait que l'accès à internet améliore la productivité économique grâce à des communications plus efficaces.

Les solutions ci-dessus, ainsi que celles fournissant de l'énergie à la population, se classent plus bas dans mon classement en raison de l'urgence de certaines des questions de nutrition, de santé et d'éducation qui seront abordées ci-dessous. En outre, il convient de noter que je considère que ces solutions proposées sont les plus directement liées à l'augmentation des possibilités de carrière pour les jeunes Haïtiens.

Il est important de comprendre que sans ces grands progrès pour traiter les certifications de transferts d'entreprises et de propriétés, les investissements nécessaires en matière d'énergie électrique et d'internet augmenteront simplement les niveaux de consommation d'Haïti financés par l'extérieur et perpétueront cette dépendance dans le futur.

Nutrition et santé

(1) Enrichissement en micronutriments de la farine de blé

Les retards de croissance, l'anémie, etc. sont tous des conséquences directes de la malnutrition, et les recherches sont claires : les Haïtiens souffrent de malnutrition. Cette solution propose d'enrichir le pain, qui est déjà largement consommé en Haïti.

(2) Vaccination de masse à 2 doses contre choléra

Le choléra étant une conséquence malheureuse et involontaire de l'aide étrangère, la perte de vies humaines n'aurait pas pu être prévue. Néanmoins, plus de ressources devraient être accordées à une campagne de vaccination de masse.

(7) Santé maternelle et néonatale

Avec le taux de mortalité maternelle le plus élevé de la région, Haïti doit investir davantage dans la santé des femmes.

(8) Vaccination des enfants de 0 à 1 an

La science a déjà résolu le problème des maladies transmissibles de base grâce aux vaccins. Une réaffectation des ressources vers une vaccination universelle peut améliorer les chances que les nouveau-nés deviennent des citoyens productifs et en bonne santé.

(9) Calcium et micronutriments pendant la grossesse

Le nombre d'enfants de faible poids à la naissance et la mortalité maternelle pourraient être considérablement réduits grâce à un apport de vitamines prénatales, ce qui améliorerait la qualité de la participation des femmes dans la société.

(10) Mélange nutritionnel ATPE local

(12) Mélange nutritionnel ATPE standard

L'avantage de la formule locale est qu'elle soutient la production locale, mais les deux réduiraient la malnutrition aiguë modérée dont souffrent 50% des enfants.

(13) Accouchements assistés par du personnel qualifié

Les avantages économiques découlant de la réduction de la mortalité et des infections maternelles comprennent une diminution de l'absentéisme au travail, une productivité accrue et une réduction des dépenses des ménages en matière de soins de santé

(14) Poudre de micronutriments 1,5 - 2 ans

Cette période du développement d'un enfant étant cruciale pour ses résultats scolaires et sa santé générale, j'ai fait de cette solution une priorité.

(19) Formation de premiers intervenants

Comme pour les autres interventions de santé, il existe de graves ramifications économiques associées à l'absence de services de santé de base, qui ont un impact sur le potentiel de développement du pays.

Formation du Capital Humain

(3) Stimulation de la petite enfance

Comme pour les interventions sur les micronutriments et les ATPE, la formation du capital humain commence dès la naissance et non à l'âge de la scolarisation.

(11) Maintien des filles à l'école

Pour diverses raisons économiques et sociales, les filles des zones rurales n'ont pas le même accès à l'enseignement secondaire.

(15) Enseignement aux enfants à un niveau adapté

En plus de l'accès à l'éducation, les solutions concernant l'amélioration de la qualité de l'éducation sont également essentielles à la formation du capital humain.

(17) Transferts conditionnels de fonds de l'école secondaire

La pauvreté continue d'être un marqueur pour l'accès à l'éducation.

(18) Formation professionnelle

L'entrepreneuriat et l'emploi peuvent être directement stimulés par le soutien de compétences professionnelles pratiques.

Réflexions finales

- Les initiatives de la route (41) et du pont (71) : Qui va les construire ? Peut-on autoriser des entreprises privées à construire la route/le pont en échange des péages perçus ? Les routes, les ponts et les infrastructures semblables souffrent partout de la politisation, avec des incitations initiales à la construction et des incitations en aval pour l'entretien.

- La santé et l'éducation sont nécessaires à l'amélioration économique dans le monde moderne, mais elles ne suffisent pas. Les progrès réalisés dans ces secteurs en l'absence d'améliorations majeures de la capacité de l'économie haïtienne à offrir des opportunités aux jeunes constitueront un échec de l'effort global de développement pour l'économie haïtienne. Les jeunes ayant reçu une éducation mais n'ayant pas d'opportunité de travail chez eux, partiront chercher une vie meilleure ailleurs, la vie pour laquelle ils ont été préparés. Par conséquent, les programmes de santé et d'éducation doivent être liés à des réformes majeures dans l'état actuel des droits de propriété afin d'inverser le climat défavorable de liberté et d'opportunité des entreprises.